

REFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN VUE DE LA COMPETITIVITE

Quels modèles d'université pour quelle
motivation? Une vue évolutionniste

Jean Luc DEMEULEMEESTER (ULB)

OBJECTIFS

- Rappeler le sens des grandes transformations de l'enseignement supérieur en Europe depuis les années 80
 - Accent sur la Déclaration de Bologne (1999) et la Stratégie de Lisbonne (2000)
 - Un modèle américain fantasmé
 - Une révolution culturelle certaine – inspirée des réformes menées en Angleterre depuis 1988
- Revenir sur le sens de l'université par une approche généalogique:
 - L'université médiévale
 - Sa décadence et ses transformations aux Temps Modernes
 - L'université Humboldtienne comme sauvetage de l'Université (1807-1820)
 - Ses problèmes dès la fin du 19^{ième} siècle
 - L'après-guerre: massification + utilitarisme
 - La « nouvelle université » mobilisée dans la guerre économique

TRANSFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR?

- **Mouvement de réformes des systèmes d'enseignement supérieur depuis les années 80 => énormes transformations (surtout pour les universités)**
 - Royaume-Uni (1988, 1992), Pays-Bas d'abord
 - Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, (USA)
 - Influence des *lobbies* industriels (ERT depuis 89)
 - Institutions internationales (OCDE, WB, UE)
 - Mouvement pan-européen de réforme avec la déclaration de la Sorbonne (1998) puis le processus de Bologne (depuis juin 1999) (dépassant l'UE: 40 pays)

- **Le processus de Bologne: accroître la compétitivité de l'enseignement supérieur européen via:**
 - Harmonisation des structures des différents systèmes et adoption de la norme anglo-saxonne:
 - BA (Bachelor) – 3 ans
 - MA (Master) – 2(1) an(s)
 - PhD (études doctorales) – 3 ans
 - Favoriser et encourager la mobilité des étudiants, professeurs et chercheurs (*European Higher Education Area + European Research Area*)
 - Favoriser la concurrence entre institutions, labos, professeurs (construire un marché!)

- Introduction de mécanismes d'accréditation et d'évaluation (contrôle de qualité) (étatiques ou pas? Niveau européen?) pour rendre le marché plus transparent et informer les étudiants (cf. mythe de l'information parfaite et la rationalité des acteurs)
- **Vue +/- explicite: rencontrer les défis de la nouvelle société et économie de la « connaissance » !**
 - Où les nations (individus) ne peuvent compter que sur leurs talents et compétences pour rester compétitifs dans des marchés de + en + ouverts
 - Compétitivité (=> innovation) + employabilité
 - Lien avec la Stratégie de Lisbonne (2000): transformer l'UE en l'éco de la connaissance la + compétitive et la + dynamique du monde => rôle clé de l'enseignement supérieur (rôle ECONOMIQUE !)

- **Influence des succès de l'économie US après 1995 (modèle californien) + depuis 2000 inquiétude par rapport à la pression concurrentielle des NPI (Chine, Inde...)**
 - Avec des coûts du travail trop élevés => compétitivité-coût pas une option => qualité des produits et donc de la force de travail (TBD: dilemme massification/élitisme) => éducation doit être revue (employabilité, innovation)
 - D'autant plus vrai si Euro à la hausse
 - Ajustement structurel du modèle européen en éco ouverte: chômage des jeunes MAIS peu de marges de manœuvre politiques (agenda néo-libéral: plus de jeu au plan monétaire ou budgétaire !) => reste éducation

- Processus de Bologne en phase avec les réformes menées par les états les plus en « lead » (UK p.ex.) => mobilisation de l'enseignement supérieur par les pouvoirs publics [différence avec les USA]
- Sorbonne puis Bologne: pas un hasard ! 2 modèles de corporation universitaire, l'un centré sur le pouvoir des professeurs, l'autre des étudiants (riches...) [voir historique]
 - « l'étudiant au centre », vu comme « client »
- Lien avec évolutions plus globales (NPM)

- **Evolutions plus globales?**

- Depuis 1980: shift néo-libéral (économie de l'offre, réduire la taxation, favoriser les revenus du capital, l'investissement, les entreprises; réduire la voilure de l'état-providence, accroître l'efficacité des dépenses publiques, faire + avec -,...)
- Montée en puissance du « nouveau management public »
- Enseignement (supérieur):
 - Baisse du financement par tête
 - Exigence de + en + nombreuses: employabilité des étudiants, recherche de pointe, etc...
 - Concurrence avec d'autres postes de la dépense publique (pension, santé, remboursement des dettes...)

- **Montée de la CONDITIONNALITE des financements:**
 - Financement des universités à la performance, c'est-à-dire atteinte de divers objectifs en termes de:
 - Recherche (R.A.E. en Angleterre depuis 1986)
 - Accès aux catégories moins favorisées (« social targets » avec pénalités)
 - Qualité de l'enseignement
 - Montée de l' «Evaluative state » (NL, UK)
 - Création de quasi-marchés par la puissance publique
 - Agenda +/- caché (R.A.E. anglais vise la mise en concurrence pour concentrer la recherche sur quelques institutions d'élite)

- Création d'un « espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche » (1999: Bologne; 2000: stratégie de Lisbonne)
 - Mise en concurrence européenne des établissements
 - Mobilité tous azimuts (étudiants, professeurs)
 - Standardisation de l'offre (anglais): réformes des curricula, convergence universités/hautes écoles
 - Evaluations (création d'un marché nécessite des produits comparables)
 - Internationalisation (=> problèmes liés à la rupture du contrat implicite: impôts servent à financer les études d'étudiants qui ne rembourseront pas leur dette en travaillant et en étant taxé dans la région/pays)
- Objectifs non-discutés: compétitivité (voire privatisation généralisée du système?)

- **RENFORCER LA COMPETITIVITE DE QUOI?**

- Des individus (travailleurs) sur un marché du travail européen (mondial) intégré => préparer les acteurs à être employable dans un univers plus compétitif, plus dur => connaissance des langues, mobilité, aptitudes à apprendre (vite) apparaissent centrales
- Des nations individuelles dans l'UE (soumises à un ajustement structurel du fait de l'ouverture des marchés) et de l'UE dans son ensemble (innovation, recherche, employabilité: zone à forts coûts du travail => compenser par la qualité)
- Des institutions d'enseignement supérieur elles-mêmes en interne (« responsiveness ») et en externe (attirer les meilleurs cerveaux du monde et répondre à la concurrence US – en vue du point précédent)

- En clair: vue quasi-listienne de réformes des systèmes pour répondre à un défi économique (USA, Chine, Inde, Japon...) dans une vision de concurrence entre grandes aires continentales (« grossraumwirtschaft »)
- Vue UTILITARISTE: les institutions d'enseignement supérieur et de recherche sont des OUTILS de la politique économique et sociale
- N'implique pas nécessairement la privatisation mais INSTRUMENTALISATION
- Mort du modèle « humboldtien » (autonomie) => « révolution culturelle »

UNE APPROCHE GENEALOGIQUE

- Comprendre ce qu'est l'université (et les valeurs des individus qui la forment) via une approche généalogique (genèse et évolution du modèle)
- Vue évolutionniste => vue historique
 - Pas événementielle: « modèles » = « idéal-type »
 - Succession de modèles selon une certaine logique (mais pas de nécessité historique: hasard joue)
 - Chaque modèle présuppose certains types de motivations
- Réformes actuelles comme « rupture radicale »?
 - Mais il y a déjà eu des épisodes de ce genre – 15^{ième} s.

L'UNIVERSITE COMME CORPORATION

- Constitution de l'université comme « corporation » (*universitas scholarium et magistrorum*):
 - Lent processus (11 – 13^{ième} siècle)
 - Rapports horizontaux + hiérarchie ouverte + autonomie (autorégulation) => contraste avec les relations verticales du MA
 - Difficile autonomie financière => 2 modèles:
 - Sorbonne: profs = clercs (payés par l'Eglise) => enseignement gratuit MAIS « bargaining power » chez les professeurs
 - Bologne: profs = laïcs, vivent des collectae => étudiants ont le pouvoir
 - Autonomie via jeu par rapport aux villes (« dispersion ») et à l'Eglise (soutien papal contre évêque local)
 - Lieu d'éducation et de recherche => TBD !

- PROBLEMES DE L'ORGANISATION CORPORATIVE?
 - Renault, 1995: conformisme, défense des intérêts (monopole d'enseignement) => *in fine* peu propice aux innovations intellectuelles (réforme, renaissance)
 - Concurrence des Jésuites, Etat (« lecteurs royaux »)
 - Difficile autonomie financière => recherche de pouvoirs subsidiant, tentés par le contrôle
 - Une part de la recherche se passe en dehors de l'université (culture du secret: alchimie, secrets commerciaux, crainte de l'hérésie)

- 15^{ième} siècle – 16^{ième} siècle
 - Reprise en main du pouvoir par les états et villes => contrôle aussi des universités
 - Point positifs: débouchés pour les étudiants (juristes, médecins, théologiens) et sécurité matérielle pour les professeurs
 - Mais dépendance croissante des universités
 - Doivent répondre aux besoins utilitaires de l'état
 - Formalisation des rapports entre états et universités (salaire des professeurs, contenu des cours, évaluations)
 - Par souci de viabilité des universités subsidiées, début du contrôle des mouvements d'étudiants (étudier dans son pays)
 - Renaissance => complexification de la recherche, mathématisation (sans parler des mouvements hérétiques)

- Lent passage d'une « culture du secret » en recherche à la « culture ouverte » (« open science ») (David, 1998)
 - Savants comme « bien ornementaux » => prestige du mécène
 - Deux forces cassent le modèle du secret:
 - Les mécènes veulent s'assurer de la qualité des savants (avec la complexification du savoir, c'est plus difficile)
 - Les savants veulent obtenir de la notoriété, leur permettant au besoin de trouver un autre mécène
 - Conséquence: développement de la science ouverte:
 - Résultats doivent être débattus par d'autres savants, être publiés, être reproductibles
 - Normes de révélation et de démonstration
 - Effets cumulatifs: résultats de recherche, diffusion de la culture scientifique

- 17^{ième} siècle: Académies savantes sous patronage privé
- 18^{ième} siècle: Académies soutenues par les Etats (en dehors des universités)
- 18^{ième} siècle: crise des universités
 - Comme lieu de recherche: Académies (avec idée de la « science utile »)
 - Comme lieu d'enseignement: fondation d'Ecoles pour former pour les besoins utilitaires des états (« Grandes Ecoles »)
- 1793-1795: suppression des universités comme corporations

HUMBOLDT LE SAUVEUR

- Mise en place du modèle canonique d'université:
 - Unité de l'enseignement et de la recherche
 - Université: lieu d'une recherche désintéressée => université « protégée » du monde externe par l'état qui la finance inconditionnellement
 - Professeur « à vie » motivé par sa passion
 - Liberté d'enseignement et de recherche
 - Autonomie de l'université garantie par l'état
 - Toutes les disciplines y sont: *universitas scientiarum* (philosophie = lien)

- Synthèse des divers modèles vus ci-avant:
 - Organisation corporative (autorégulation de la profession académique)
 - MAIS lieu d'enseignement ET de recherche
 - Modèle de la science ouverte pris en compte ici
 - Problème: modèle néo-humaniste, anti-utilitariste
 - Quid des besoins plus « terre à terre »?
 - Le modèle humboldtien est partie d'un tout (un modèle binaire avec à côté des Ecoles techniques supérieures)
 - Le modèle saura s'adapter (cf. Althoff fin 19^{ième} siècle)
 - Modèle élitiste (au maximum 3% d'une classe d'âge)

- TYPE DE MOTIVATION SUPPOSEE:
 - Le chercheur désintéressé motivé par sa passion pour son sujet de recherche
 - Quête des honneurs académiques (prestige, notoriété, réputation) et quête du Vrai
 - Motivations « internes » (pas besoin d'incitants externes)
 - Liberté académique: choix de ses thèmes de recherche – « tenure » assure cette liberté (pas d'évaluations quinquennales de la qualité)
 - MAIS fin 19^{ième} siècle: début de coopération PRIVE-PUBLIC en recherche (chimie), collaborations avec l'industrie

- Diffusion du modèle (« âge d'or » académique)
- MAIS comme l'Etat finance, on voit très tôt 2 choses:
 - Contrainte budgétaire rendant difficile le financement d'une recherche coûteuse (=> premiers partenariats avec l'industrie fin 19^{ième} siècle en Allemagne)
 - L'Etat finance et contrôle => tentation d'orienter le système pour satisfaire ses propres objectifs (ex: ALTHOFF: favoriser le développement éco allemand, l'innovation, la recherche « utile »)

1945-1985: HUMBOLDT SOUS PRESSION

- Modèle se diffuse (1945: « tenure » aux USA)
- Massification de l'enseignement supérieur dans le cadre d'une croissance économique forte
 - Double effet: enrichissement des familles => demande d'éducation en hausse
 - Consensus autour d'une croissance technologique
 - Modèle soviétique (Sputnik, 1958)
 - Idées de capital humain (Becker, 1964)

- 1945-1970:
 - Période d'expansion économique => expansion éducative sentie comme économiquement nécessaire (+ demande sociale)
 - Peu de contraintes de débouchés: chômage académique presque nul => organisation « humboldtienne » pas encore ressentie comme une contrainte
 - L'idée utilitariste de l'enseignement utile à la performance économique reste compatible avec la liberté de choix des étudiants et le développement des orientations « soft »

- 1970-1985:
 - Crise économique => malgré les investissements massifs en enseignement supérieur
 - Inégalité des chances persiste
 - Scepticisme par rapport à l'expansion universitaire
 - Chômage académique, en particulier pour les diplômés des sciences humaines et sociales => débats sur la sur-éducation
- 1985-1995:
 - Regain de foi dans l'éducation supérieure: théories de la croissance endogène A (vue quantitative)
 - Echo: 1988, Chevènement: 80% d'une classe d'âge au BAC

MODELE ACTUEL: ANTI-HUMBOLDT

- Double pression:
 - Etats « amaigris » dans le contexte de politique néo-libérale
 - Recrudescence des demandes par rapport à l'éducation: compétitivité + employabilité des jeunes
- Conséquences:
 - Baisse du financement par tête
 - Reprise en main forte du pilotage du système par l'Etat (cf. Angleterre 1988)

- Enseignement supérieur dépend du financement public => ce dernier est rendu conditionnel à l'atteinte de divers objectifs:
 - Performance en termes de recherche
 - Nombre de partenariats avec l'industrie
 - Employabilité des diplômés
 - Participation de groupes désavantagés
- Modèle du quasi-marché (NPM): mise en concurrence d'institutions publiques dans le cadre d'une compétition administrée
- Au sein des universités: introduction des techniques de management, « top down »

CONCLUSIONS

- Enseignement supérieur (fin du modèle binaire; côté utilitaire prime) mobilisé pour la compétitivité et l'employabilité
- Autonomie réduite: l'université est libre de s'organiser pour atteindre des objectifs fixés en dehors d'elle
- Au sein des universités, la rareté des moyens et la concurrence entre elles pousse à l'adoption des modèles de management

- POUR LES PROFESSEURS:
 - Fin de l'emploi à vie
 - Evaluations régulières, sur des objectifs définis avec le supérieur hiérarchique
 - Mesures de la performance (bibliométrie => cf. tendances du RAE anglais)
 - Motivation interne (passion) cède le pas à des motivations externes (argent, évaluations) car les professeurs doivent être contrôlés
 - Convergence du modèle académique vers le modèle standard (« faire du chiffre », « compétition », « évaluations », « primes »...)
 - HUMBOLDT EST MORT

ET LA MOTIVATION?

- « C'est un démantèlement de notre statut. Jusqu'à présent, le métier reposait sur la bonne volonté des enseignants qui partageaient leur temps entre 192 heures de cours annuel et leur recherche. Nous étions peu payés mais libres d'organiser notre travail à notre guise. Désormais tout va être passé au crible: nos travaux, nos cours, nos tâches administratives... Tout ce contrôle tatillon pour permettre au Président d'université, s'il estime que nous ne produisons pas assez, de nous imposer davantage d'heures de cours ou de nous distribuer ou non des primes comme des bons points. Ai-je vraiment envie de rester à l'université dans ces conditions? » (MdC Lettres, 46 ans) (N. Obs. 2302, 12/2008, p. 92)